



Bulletin d'information bimensuel de l'ISP sur la privatisation des services publics : 7 avril 2016

[Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, [lire en ligne](#) ou [téléchargez une version PDF](#)

Notre Santé n'est pas à vendre!

Le jeudi 7 avril, l'Internationale des Services Publics pris part aux célébrations de la [Journée mondiale de la santé](#). Rosa Pavanelli, Secrétaire générale de l'ISP, a affirmé "Les soins de santé publics sont plus efficaces et plus efficaces que les systèmes privés."

Afrique et pays arabes

1) Ghana : Un chef de la région de Tamale met en garde contre **la privatisation du laboratoire du Centre hospitalier universitaire de Tamale**. "Selon Naa Dakpema Alhassan Dawuni, la [sous-traitance du laboratoire](#) priverait le peuple de Tamale de ce qui leur appartient légitimement et entraverait l'accès à la prestation des soins de santé abordables dans la région."

2) Libéria/Afrique du Sud

L'annonce récente qu'une [entreprise privée américaine pourrait prendre le contrôle de l'éducation public](#) a suscité de vives réactions à travers le continent. "L'accord verra le gouvernement du Libéria diriger le financement public pour l'éducation vers Bridge International Academies, une société privée à but lucratif basée aux États-Unis." Le *Mail & Guardian* souligne que la privatisation en Afrique du Sud a un passé troublant : "une privatisation en 1999 à Mpumalanga, Afrique du Sud a conduit à une augmentation du coût de l'eau de jusqu'à 69% dans la municipalité de Mbombela. Lorsque les robinets communaux ont été remplacés par un système de comptage prépayé, la population a été forcée de se tourner vers les rivières pour leur eau, conduisant à des épidémies."

3) Maroc : Selon la BBC, un homme politique marocain a mis en garde contre **l'intention du gouvernement de privatiser les services de santé et l'éducation**. « Hamid Chabat, Secrétaire général du parti Istiqlal, a accusé le gouvernement Benkirane de s'orienter vers la privatisation des secteurs sociaux, en commençant par l'éducation et les services de santé. » Il a souligné que « au lieu de proposer des solutions aux problèmes auxquels nous sommes confrontés, les ministres ont ouvert grande la porte au secteur privé rendant ainsi payants l'éducation des enfants et les soins de santé. » [BBC Monitoring Moyen-Orient, 4 avril 2016, citant le site internet du journal marocain privé *Assabah* en date du 4 avril ; [Rapport des ONG](#)]

4) Afrique du Sud : [Dans un nouveau rapport](#), ActionAid South Africa s'empare de la question de la tarification de l'eau **dans les entreprises privées par rapport au secteur public**. Johann Boonzaaier, Directeur général de Impala Water Users Association, déclare que « la privatisation de l'eau est une question controversée car l'accès à l'eau est un droit humain fondamental. » Emily Craven de ActionAid South Africa ajoute « que ce qui nous préoccupe est que la valeur marchande entre en ligne de compte. Les mines sont les plus gros pollueurs des ressources en eau, mais on risque de voir des municipalités s'approvisionner en eau auprès des mines qui l'ont polluée en premier lieu. »

5) Afrique du Sud : Les étudiants du Buffalo City Public FET College à East London et Mdantsane « vont devoir se coucher le ventre vide après **la décision de la direction de l'établissement d'externaliser le paiement de leurs allocations alimentaires en remplacement du Programme national de soutien financier aux étudiants (NSFAS)**. » L'établissement « a décidé d'externaliser la gestion des fonds [à une entreprise nommée Edu Loan, au début de l'année](#). Mais, au lieu des 1 200 rands mensuels attendus, les étudiants n'auraient perçu que 200 rands. Hier, des centaines d'étudiants affamés sont descendus dans la rue perturbant le bon fonctionnement du campus et exigeant que la direction règle le problème. »

6) Ouganda : Le journal "The Monitor" [appelle le gouvernement](#) à **déménager les tribunaux installés dans des locaux privés**. « De nombreux ministères et services gouvernementaux sont hébergés dans des bâtiments vétustes dont certains étaient destinés à devenir des boutiques ou des appartements. »

Asie-Pacifique

7) Australie : **La privatisation des prisons se traduira localement par des pertes d'emplois** déclare Carol Vernon, candidate des Verts à la circonscription de Cowper. « [Les entreprises privées font des profits en réduisant les effectifs](#) » a ajouté Madame Vernon. « Vouloir diminuer la qualité et l'intégrité de nos prisons au moyen de la privatisation et de la sous-traitance ne règlera pas les problèmes chroniques de surpopulation carcérale dans les prisons d'État. »

8) Australie : Le nouvel hôpital de Wagga « a dû fermer des unités médicales indispensables et **externalise certaines de ses activités** auprès du secteur privé en raison d'une pénurie chronique d'infirmières. » Linda Griffiths, l'organisatrice principale de l'Association d'infirmières et de sages-femmes de Nouvelle-Galles du Sud (New South Wales Nurses and Midwives' Association, NSWNMA) – a affirmé que des patients souffrant de problèmes cardiaques et de douleurs thoraciques [seraient transférés en l'attente du recrutement d'infirmières spécialement formées](#).

9) Nouvelle-Zélande : Dans le flot de récits concernant notamment la privatisation des actifs de la Poste de Nouvelle-Zélande, **la privatisation des services publics reste une préoccupation majeure**. « La sous-traitance des services publics au secteur privé est une autre démarche que le gouvernement a fait sien au motif que de nombreuses organisations privées ou communautaires peuvent se substituer à l'État dans toutes sortes de secteurs. Le Parti National s'y est déjà employé dans les domaines du logement, de l'éducation, de la protection sociale et (en vain, tout au moins dans le cas de la prison du Mont Eden) du système carcéral. [Anne Tolley, la ministre du Développement social, a mentionné le recours à des prestataires privés par l'organisme qui s'occupera des enfants placés](#). (...) Les Verts ont évoqué la perspective que ce secteur soit privatisé et que certains organismes soient encouragés à faire du profit sur le dos des enfants. »

10) Nouvelle-Zélande : Kelvin Davis, porte-parole du Parti Travailleiste pour la justice [déclare que](#) « l'annonce par le gouvernement de l'intention de **Serco de rembourser une partie des bénéfices réalisés dans la mauvaise gestion de nos prisons** confirme que l'expérience des privatisations menée par le Parti National est un échec sur toute la ligne. » Davis a ajouté que la ministre « devrait confirmer qu'elle renoncera à poursuivre le plan de privatisation du Parti National et qu'elle placera l'établissement carcéral de Mont Eden sous contrôle du gouvernement. »

Inter-Amériques

11) Canada : Jerry Earle, Président de la Newfoundland and Labrador Association of Public and Private Employees (NAPE) – Association des employés des secteurs public et privé de Terre-Neuve-et-Labrador, annonce que « **les tentatives du syndicat de rendre publiques les dispositions contractuelles concernant trois entreprises privées** prestataires de services auprès de Eastern Health [font face à l'opposition des entreprises](#). (...) Ces services étaient précédemment assurés par les employés syndiqués de Eastern Health, mais depuis lors ils ont été confiés au secteur privé a précisé M. Earle. » Le dirigeant de la NAPE a décrit cette affaire comme « l'un des plus retentissants échecs en matière de privatisation », ajoutant « lorsque vous traitez avec des organismes publics et utilisez l'argent public, vous devez être transparent. Manifestement, ces entreprises font passer leurs intérêts économiques avant le droit à l'information des citoyens. » Selon la NAPE, les entreprises concernées sont Morrison Healthcare/Compass Group/Crothall Healthcare, Paladin Security et Vinci Park/Indigo.

12) Canada : **La privatisation des services de santé publique suscite des préoccupations sanitaires** dans l'Ontario. Il y a plusieurs semaines, « Trillium Health Partners, un groupe hospitalier comprenant trois établissements dans l'Ontario, a résilié son contrat d'externalisation de la stérilisation du matériel hospitalier en raison de problèmes récurrents de gestion de la qualité avec SteriPro, l'entreprise mandatée. » Trillium avait signé un contrat de dix ans avec SteriPro et l'a résilié après quatre ans, [choisissant de rapatrier la stérilisation sous la responsabilité du secteur public](#).

« Selon le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) – qui s’est opposé à la privatisation des services de santé dans tout le pays, "trouver des traces de sang ou de la matière osseuse sur les instruments de l’hôpital posait problème", après que le service avait été privatisé. De plus, selon le SCFP, avec la privatisation les entreprises privées transportaient "des instruments chirurgicaux très fragiles sur des routes rurales, quelles que soient les conditions météorologiques, contrairement aux recommandations des fabricants" ce qui n’a fait qu’accentuer les problèmes de contrôle de la qualité. »
[[Rapport](#)]

13) Colombie : La [société publique d’approvisionnement en eau AMB](#) sera restructurée, et non pas privatisée, annonce le maire de Bucaramanga en réponse aux « **rumeurs de privatisation** » qui, selon lui, « sont nées au sein du syndicat de la société qui s’oppose à la restructuration ». Hernández a accusé le syndicat de distribuer « des tracts annonçant que la mairie céderait AMB à l’entreprise espagnole Aguas de Barcelona. »

14) États-Unis : **Uber prend les rênes d’un réseau de transport en commun public d’une ville de Floride (Altamonte Springs)**. Les médias économiques se félicitent de [cette première « privatisation réfléchie d’un service public](#). Uber, AirBnB et d’autres plateformes ont pu opérer en complément de prestations auxquelles le gouvernement prête son concours, mais jamais il n’a été envisagé qu’elles puissent remplacer un service public défaillant. » L’administration locale s’est saisie de la question de [savoir comment réglementer Uber et Lyft](#).

Le **Partnership for Working Families** – Partenariat pour les familles actives – implanté en Californie, a publié un document de travail sur les menaces pesant sur les droits des travailleurs, la régulation de l’intérêt public, et sur la protection des consommateurs que pose « l’économie à la demande, » [Pathways Forward in An On-Demand World](#).

15) États-Unis : Alors que **les enseignants des écoles publiques de Chicago organisent une journée de grève** pour s’opposer aux coupes budgétaires, aux fermetures d’école, à la privatisation, aux licenciements, à l’augmentation des effectifs en classe et à d’autres questions, Louis Weiner, dans le *Jacobin*, fait le lien entre leur lutte et [l’action syndicale mondiale entreprise pour défendre l’enseignement public](#). « Les enseignants de Chicago ne sont pas les seuls à redéfinir les modalités de négociation avec les gouvernements en matière de financement des écoles et de propriété de l’enseignement public. [Les enseignants du Royaume-Uni](#) vont bientôt organiser une journée de grève qui sera suivie de grèves locales pendant tout l’été. De [l’Afrique du Sud](#) à la [Hongrie](#), [du Kenya](#) à [l’Inde](#), les enseignants, parents et étudiants s’opposent au démantèlement de l’enseignement public, au [processus de dépossession](#). »

16) États-Unis/Monde : Dans le *Jacobin*, Carter Vance déclare que la résistance locale à la privatisation de l’eau peut déboucher sur « de nouvelles perspectives et mobilisations démocratiques. » En Bolivie, « la tentative de privatisation a suscité une telle opposition de masse et une contestation suivie sur près de quatre mois que le gouvernement a finalement dû faire marche arrière et confier la gestion de l’approvisionnement en eau de la ville à un regroupement de dirigeants de collectivités locales. Les inquiétudes quant à la possible contamination de l’eau et au contrôle local de l’approvisionnement en eau [ont également donné naissance à des mouvements de protestation dans d’autres pays d’Amérique latine](#). Les entreprises minières canadiennes constituent une cible particulièrement fréquente ; au cours des années récentes, les manifestations de masse contre des entreprises telles que Eldorado Gold et Eco Oro ont eu lieu en Colombie, au Nicaragua, en Équateur, au Pérou, en Bolivie et en République dominicaine, ainsi qu’ailleurs dans le monde, notamment en Slovaquie, en Grèce, en Roumanie et Israël. »

Europe

17) Continental : Au moment où la communauté internationale célèbre [la Journée mondiale de la santé, un réseau de syndicalistes, de collectifs citoyens, d’ONG et de mouvements sociaux](#) est descendu dans la rue dans le cadre d’une série d’actions prévues dans plusieurs villes européennes pour clamer que **la vague grandissante de privatisations est préjudiciable aux soins de santé en Europe**.

Jan Willem Goudriaan d’EurActiv écrit « [des dizaines de milliers de professionnels de santé ont perdu leur emploi ; et ils sont encore plus nombreux à avoir subi des baisses ou un gel des salaires](#). Les personnels de santé sont de plus en plus nombreux à quitter leur pays pour une rémunération plus élevée et de meilleures conditions de travail à l’étranger. La pression que subit le personnel resté en place atteint un point critique dont la grève de 48 heures déclenchée cette semaine

par les internes des hôpitaux au Royaume-Uni ne donne qu'un aperçu. Ces derniers mois et ces dernières années ont été marqués par des mouvements revendicatifs et de contestation des professionnels de santé en Croatie, au Kosovo, en Lettonie, en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie. »

18) Continentale : La Fondation Verte Européenne a publié un [rapport](#) sur **les conséquences des privatisations en matière d'organisation et de financement des services sociaux en Europe**. Il comprend des chapitres consacrés à l'Espagne, la Suède, l'Allemagne et la Hongrie mais aussi à d'autres pays. « Dans de nombreux pays, des milliers de décisions de faible portée ont fini par entraîner un changement de paradigme se traduisant par un transfert du secteur de la protection sociale de la propriété publique vers la propriété privée, sans être accompagné d'une politique générale s'appuyant sur une base démocratique légitime. L'opinion publique a été prise par surprise et une riposte s'est dessinée dans de nombreux pays. Néanmoins, cette réaction recouvre des tendances politiques très variées, certaines progressistes et de gauche, d'autres populistes et de droite. »

19) France : Les critiques enflent à l'égard des **projets de privatisation des radars mobiles**. « Emmanuel Barbe, le grand patron de la politique gouvernementale en matière de sécurité routière a insisté sur le fait que, bien que [des entreprises privées seront effectivement en charge des radars](#), l'analyse et le traitement de toutes les contraventions seront de la responsabilité de la police. Un dispositif pilote sera lancé en septembre avant la publication d'un appel d'offres ultérieurement. »

20) Grèce : **Les employés de la fonction publique, notamment le personnel hospitalier, se sont mis en grève pour protester contre la diminution des retraites et la hausse des impôts réclamées par les bailleurs étrangers**. « Notre grève n'est qu'un préambule, nous organiserons une grève de 48 heures lorsque le gouvernement soumettra le projet de loi (au Parlement) avec les mesures prévues, » a déclaré Odysseas Drivalas, dirigeant d'ADEDY, syndicat grec du secteur public fort de 500 000 adhérents. « Les travailleurs ont perdu la moitié de leurs revenus depuis le début de la crise, et ils ne peuvent plus supporter plus ce fardeau. Avec l'action syndicale, au moins, nous pouvons faire pression sur eux (le gouvernement). » Les privatisations font partie intégrante du programme d'austérité et [l'Allemagne exige 50 milliards d'euros en recettes issues des privatisations](#).

21) Irlande : Tom Collins, dirigeant du Forum de l'eau publique déclare que « l'eau doit rester dans le giron public » et a signalé que « **l'absence de garanties contre la privatisation n'aidait pas à mobiliser l'opinion publique en faveur de la réforme des services de l'eau**. » Le forum [a publié son premier rapport officiel](#), en réponse au plan d'investissement irlandais pour l'approvisionnement en eau pour la période 2017-2021.

22) Slovénie : Les travailleurs du secteur public de l'électricité entament un mouvement social de 15 jours. « Le secteur étant principalement entre les mains de l'État, le syndicat espère pouvoir ouvrir des négociations avec le gouvernement. Parmi ses craintes, une **tentative déguisée de privatiser le secteur dans le cadre d'une cession à des investisseurs étrangers**. » [Agence de presse slovène STA, 4 avril 2016]

23) Royaume-Uni : Un employé ayant 46 ans de service au Leek Urban District Council – Conseil du District urbain de Leek – **dénonce la privatisation du service de collecte des déchets du district lors de son discours de départ à la retraite**. Dans son discours, Rob Lovatt a déclaré : « En 1994, l'appel d'offres visant à externaliser le contrat de collecte des déchets a été présenté. Le Conseil aurait pu céder ce service pour à peine 3 000 livres sterling, mais les 56 conseillers se sont mouillés et l'ont conservé en interne. L'an prochain, le contrat fera l'objet de nouvelles discussions. Les conseillers et les dirigeants vont devoir faire travailler leur matière grise, car pour ma part, je veux que le service reste entre les mains du Conseil. » [Leek Post & Times, 5 avril 2016]

24) Royaume-Uni : Les internes des hôpitaux, qui représentent plus de la moitié des médecins du National Health Service – le Service national de santé – se mettent en grève « en réponse à une **nouvelle proposition de contrat gouvernemental dont ils pensent qu'elle peut se traduire par des horaires de travail insupportables et faire courir des risques aux patients**. C'est le quatrième mouvement de grève initié cette année dans toutes les unités, à l'exception des services d'urgence, par les médecins en formation. » Kitty Mohan, Officier d'état civil à Londres et membre du BMA Junior Doctors Committee – le Comité des internes des hôpitaux de l'Association médicale britannique – pense que « les compressions budgétaires et les sollicitations accrues du personnel contribuent au surmenage. » Simon Stevens, l'actuel

directeur général de NHS England – Service national de santé en Angleterre – « [était précédemment le vice-Président exécutif du Groupe UnitedHealth, une société privée américaine spécialisée dans les soins de santé](#), forte d'un chiffre d'affaires de 157 milliards de dollars en 2015. »

25) Royaume-Uni : Plusieurs députés du Parti travailliste affirment que **le National Health Service « pourrait être entraîné vers une privatisation »**, si la Grande-Bretagne votait en faveur d'un retrait de l'UE. Julie Elliott, député de la circonscription de Sunderland Central, a annoncé : « Le nombre de sympathisants de renom attirés par la campagne en faveur du retrait de l'UE et qui souhaitent, de toute évidence, privatiser notre NHS, est alarmant. Quitter l'UE nuirait à notre économie et aurait des répercussions négatives pour nos services publics, en particulier le NHS. » Alan Milburn, Patricia Hewitt, Andy Burnham et Alan Johnson ont tous déclaré que [quitter l'UE risquerait de se traduire par des "conséquences effrayantes en termes d'effectifs, de délais d'attente et de niveaux de prestation" au NHS.](#) »

26) Royaume-Uni : Après des décennies d'efforts entrepris par les militants et les activistes afin d'augmenter les dépenses liées à l'aide internationale au développement à hauteur de 0,7 % du revenu national, **les entreprises privées s'attachent à présent à les raboter**. Global Justice Now signale que « des cabinets de conseil, notamment Adam Smith International (ASI) "accaparent une part toujours plus importante du budget consacré à l'aide et réalisent des marges bénéficiaires substantielles." Rien qu'en 2014, le ministère du Développement international (DfID) a investi 90 millions de livres sterling dans ASI, soit le double de ce qu'il a consacré au VIH et au sida. » [[The Privatisation of UK Aid \(La privatisation de l'aide au Royaume-Uni\)](#)]

27) Royaume-Uni : GMB, le syndicat des services de transport des patients au Sussex, « [va organiser un scrutin pour décider d'une action auprès des membres de Thames Ambulance](#), l'un des trois prestataires de transport des patients qui ont repris les activités de South East Coast Ambulance Service, le vendredi 1^{er} avril 2016. (...) Le conflit porte sur la décision de Thames Ambulance de n'offrir qu'une seule station de base à Sheffield Park, dans le Sussex, ce qui, pour la majorité du personnel muté, signifie des déplacements supplémentaires et bien plus longs entre leur domicile et le lieu de travail, des **changements de quart non approuvés** et, pour certains, des frais supplémentaires considérables. »

28) Royaume-Uni : Le professeur Bob Hudson de l'Université de Durham analyse « **l'échec de la privatisation de la protection sociale : pourquoi c'est important et comment la juguler.** » [Hudson écrit que](#) « le discours habituel est que les usagers sont indifférents à l'identité des prestataires de services publics. C'est plutôt la qualité des services qui prime. Mais, en réalité, les deux sont liés. L'exemple le plus frappant est celui de la main-d'œuvre qui représente 60 % des coûts et est "essorée" afin de maintenir les marges financières. Les travaux de recherche ont mis en évidence **toute une gamme de mauvaises pratiques** – limiter les congés annuels, réduire le nombre du personnel soignant qualifié, augmenter la proportion personnel-résidents, supprimer les indemnités de maladie, ne pas verser le salaire minimum national et recourir davantage aux contrats zéro heure. En outre, il est prouvé que les taux de rémunération et de fidélisation du personnel sont nettement inférieurs dans le secteur privé par rapport aux petites administrations locales et au secteur bénévole. »

[L'Internationale des services publics \(ISP\)](#) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.